

L'EFFET DES HAUSSES DE TAXES POUR UNE FAMILLE MOYENNE

M. Edward Broadbent (Oshawa): Madame le Président, je constate que le ministre de l'Industrie et du Commerce est absent aujourd'hui. Je suppose qu'il a démissionné, lui qui a promis tant de fois de le faire.

Ma question s'adresse au ministre des Finances. Le ministre a pris grand plaisir à dire hier soir qu'il n'augmentait pas l'impôt sur le revenu des particuliers. Étant donné que la majoration des prix énergétiques va coûter à une famille moyenne \$340 par année et l'augmentation des primes d'assurance-chômage \$100 de plus, le ministre des Finances nous dirait-il maintenant quelle sera en dollars la charge totale de ces impôts trompeurs pour une famille moyenne? Combien soutire-t-il au Canadien moyen?

L'hon. Allan J. MacEachen (vice-premier ministre et ministre des Finances): Madame le Président, le député affirme qu'il n'y a pas d'augmentation générale de l'impôt sur le revenu. C'est exact. Généralement il avait été proposé qu'il y en ait une.

M. Broadbent: Par qui?

M. MacEachen: Le député sait que l'indexation, qui est maintenue dans le régime fiscal, a laissé des sommes considérables entre les mains des contribuables.

Les modifications à l'assurance-chômage sont conformes à la loi établie par la Chambre des communes. Cette mesure n'a rien de trompeur. Elle a été annoncée ouvertement à la Chambre des communes hier soir. Que propose le député? Où faut-il annoncer la mesure sinon aux Communes?

M. Broadbent: Madame le Président, le ministre a pris deux minutes et demie pour ne pas répondre à la question et ne pas expliquer qu'il augmente les impôts indirects du Canadien moyen, probablement d'au moins \$500. Voilà ce qu'il fait sans vouloir l'admettre.

Je voudrais poser une question au ministre et j'espère qu'il me donnera une réponse pertinente. L'an dernier, la famille type a accusé une perte nette moyenne de revenu réel de quelque \$1,400 à cause de l'inflation. Étant donné que le ministre a lui-même prédit que le taux d'inflation augmentera encore de quelque 10 p. 100 cette année, nous confirmera-t-il que la série de taxes indirectes qu'il a décrétées, combinée à un taux d'inflation de 10 p. 100, aura probablement pour effet de faire perdre à chaque famille canadienne moyenne environ \$2,000 de revenu réel dans l'année qui vient? Est-ce là la justice des libéraux?

M. MacEachen: Madame le Président, je crois que les statistiques du député sont tout à fait fantaisistes et farfelues. Je ne vois pas où il va chercher l'idée des taxes indirectes. Il n'a pas précisé de quelles taxes il veut parler. S'il veut bien se donner la peine de citer des exemples, je pourrai peut-être lui donner une réponse. Je tiens cependant à préciser . . .

M. Broadbent: Cela ferait changement.

Questions orales

M. MacEachen: . . . que j'ai exposé dans mon budget les faits en ce qui concerne l'économie canadienne et ce qui est susceptible de se passer dans les quelques prochaines années. J'ai exposé une approche qui, à mon avis, tient compte des conditions sur lesquelles notre économie devra s'aligner pour rendre possible la relance que nous prévoyons pour l'année qui vient.

● (1430)

Je voudrais rappeler au chef du NPD qu'il aurait été aisé d'emprunter la voie de la facilité, de donner à l'économie un coup de fouet, un stimulant violent, ce qui aurait gonflé encore davantage le déficit, aggravé nos difficultés économiques et empêché sa reprise l'an prochain.

LES CONSÉQUENCES DE L'IMPÔT INDIRECT POUR LES TRAVAILLEURS CANADIENS

M. Edward Broadbent (Oshawa): Madame le Président, ce qui est vraiment injuste dans ce que le ministre propose, c'est l'augmentation du nombre de chômeurs, plus de 100,000 personnes. Voilà ce qu'il prévoit pour l'année prochaine.

Je voudrais poser ma prochaine question au premier ministre, qui a dit au cours de la dernière campagne électorale—et c'est l'une des rares déclarations qu'il a daigné faire chaque fois qu'il descendait des nues: «Le principe fondamental du parti libéral est de venir en aide d'abord à ceux qui en ont le plus besoin.» Essaie-t-il de dire aux Canadiens qu'un impôt régressif indirect qui force les travailleurs ordinaires à payer plus que les riches correspond à l'idée que se font de la justice les libéraux? Est-ce cela qu'il veut dire aux Canadiens?

Des voix: Oh, oh!

Une voix: Réponds à ton copain, Pierre.

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Madame le Président, ce ne sont pas les sans travail qui devront fournir une plus grosse contribution, mais les travailleurs, ceux qui participent à un régime d'assurance d'une part, et les sociétés qui les emploient qui, elles, subissent une hausse d'impôt encore plus importante.

Que faisons-nous pour les chômeurs? Je rappelle brièvement au député les nombreuses mesures que nous avons annoncées dans le budget hier soir, depuis la construction de pipe-lines à celles d'installations hydro-électriques dans le cours inférieur du Churchill et les abattements fiscaux de 50 p. 100 que nous accorderons aux industriels qui iront s'implanter dans des régions où le chômage est élevé pour y créer des emplois.

Des voix: D'accord.

LE PRIX DES ALIMENTS ET DE L'ÉNERGIE—DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS AU SUJET D'UNE CAMPAGNE PUBLICITAIRE

L'hon. John C. Crosbie (Saint-Jean-Ouest): Madame le Président, il faut jeter le blâme sur le chef du NDP qui est le co-instigateur de cette décision.

Des voix: Oh, oh!